

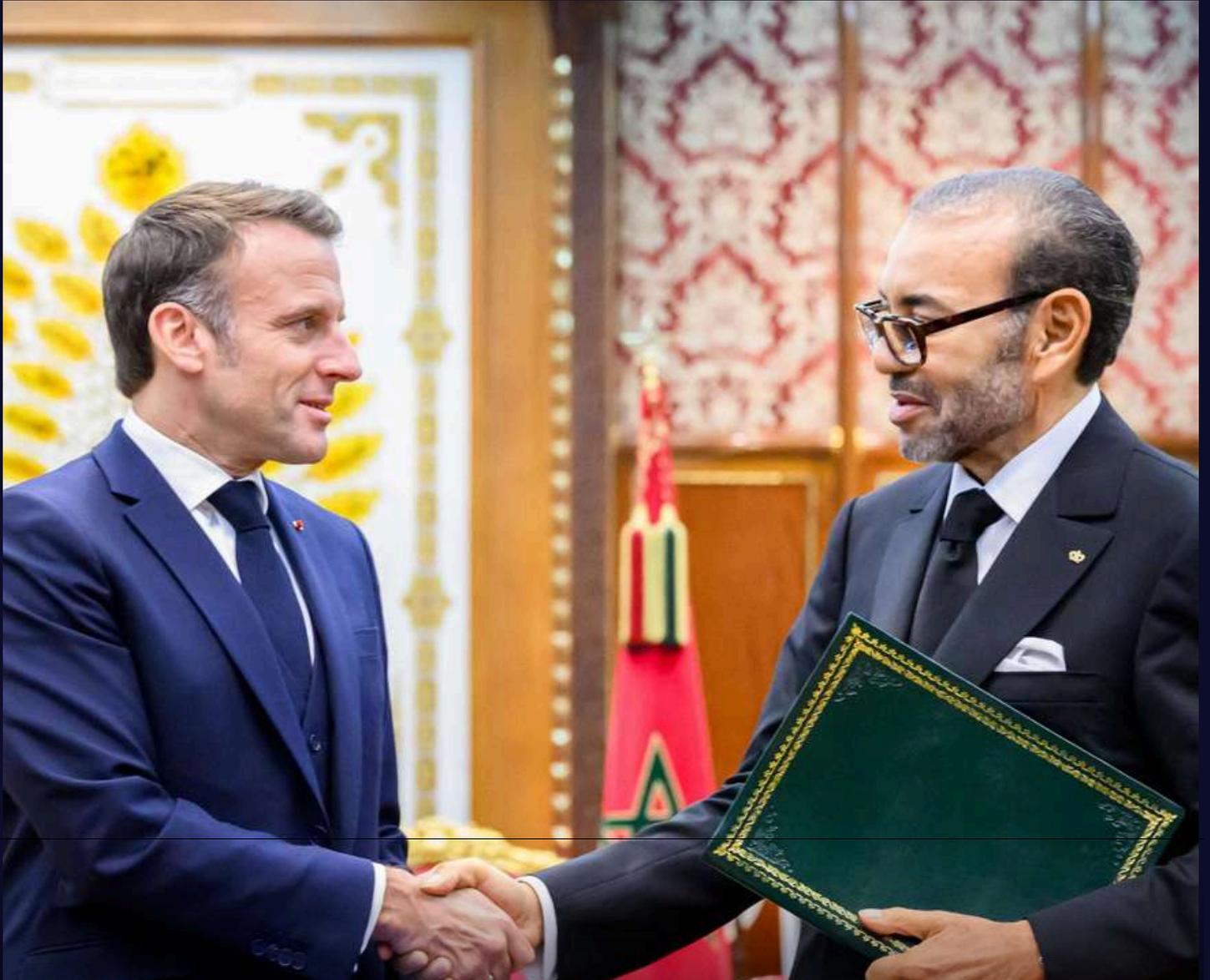


ECO BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

03 Novembre 2024

www.lodj.ma



REALLY GREAT SITE

REALLY GREAT SITE

ALLIANCE FRANCO-MAROCAINE : UN TRAIN À GRANDE VITESSE VERS L'AVENIR

**22 accords stratégiques signés :
Un pacte pour l'avenir signé sous
le ciel de Rabat !**





MERCI À NOS CHRONIQUEURES INVITÉS



SOM MAIRE



WWW.LODJ.MA



ALLIANCE FRANCO-
MAROCAINE : UN TRAIN À
GRANDE VITESSE VERS
L'AVENIR



BIENVENUE, FINALEMENT, M.
MACRON !



STANDING OVATION POUR LE
PRÉSIDENT MACRON



UN DISCOURS FLEUVE POUR
TOURNER AUTOUR DU POT ET DE
LA BARAKA



LE PRÉSIDENT ET NOUS... IL
EST VENU, IL A VU, MAIS A-T-
IL CONVAINCU ?



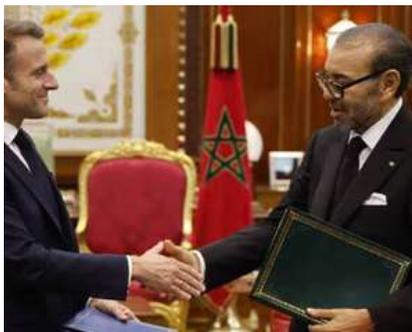
22 ACCORDS STRATÉGIQUES
SIGNÉS : UN PACTE POUR L'AVENIR
SIGNÉ SOUS LE CIEL DE RABAT !

ALLIANCE FRANCO-MAROCAINE : UN TRAIN À GRANDE VITESSE VERS L'AVENIR

Le 28 octobre 2024, un ensemble d'accords ambitieux entre le Maroc et la France a été signé, témoignant d'un renforcement significatif des relations bilatérales dans des domaines stratégiques. Ce partenariat repose sur la volonté commune de Sa Majesté Mohammed VI et du Président français Emmanuel Macron de propulser leur coopération à un niveau exceptionnel, ancré dans l'histoire commune et les défis contemporains.

La coopération ferroviaire constitue un volet central de ces accords. Un Protocole d'Accord, signé par le Directeur général de l'ONCF, Mohamed Rabie Khlie, et Henri Poupert-Lafarge, DG d'Alstom, engage l'acquisition de rames de train à grande vitesse, renforçant ainsi l'ambition marocaine de moderniser son réseau ferroviaire.

Ce contrat prévoit l'achat de 18 rames, dont 6 en option, afin d'assurer une interconnectivité accrue entre les grandes villes du pays, notamment entre Kénitra et Marrakech. Cette avancée s'accompagne d'un contrat d'assistance signé avec SYSTRA/EGIS pour l'accompagnement technique dans les projets de la LGV,



illustrant la confiance du Maroc envers les experts français en matière d'infrastructure ferroviaire.

Une autre signature notable est celle de la Déclaration d'intention entre Nadia Fettah, ministre de l'Économie et des Finances marocaine, et Antoine Armand, ministre français de l'Économie, qui vise à soutenir le financement des projets d'infrastructure ferroviaire au Maroc. Cette coopération s'étend au secteur énergétique, avec des accords pour le développement des énergies renouvelables et la promotion de l'hydrogène vert. Un protocole signé avec Total Energies et Total Eren engage les parties à mobiliser des ressources pour soutenir la transition énergétique marocaine, un domaine où le Royaume s'affirme comme un acteur régional majeur.

Le partenariat s'étend également au secteur industriel avec la signature d'un accord avec SAFRAN pour la création d'un site de maintenance des moteurs d'avions LEAP au Maroc, un investissement estimé à 130 millions d'euros. Ce projet s'inscrit dans une stratégie globale visant à renforcer les capacités industrielles marocaines et à attirer davantage d'investissements étrangers.

Un autre volet novateur de cette collaboration est l'établissement du Centre de Recherche Franco-Marocain à vocation africaine, un espace de formation et d'innovation dédié à des technologies de pointe telles que l'intelligence artificielle et la cybersécurité. En s'engageant dans cette voie, le Maroc se positionne comme un pont entre l'Europe et l'Afrique pour les nouvelles technologies.

La coopération en matière d'éducation et de culture occupe également une place essentielle dans cette alliance. Deux Déclarations d'intention marquent la volonté des deux pays de dynamiser la coopération universitaire et de renforcer les échanges culturels. La première, relative à l'éducation, s'attache

à soutenir les formations d'excellence et à encourager l'enseignement de la langue arabe en France, reflétant une reconnaissance des besoins linguistiques de la diaspora marocaine en France.

La deuxième Déclaration, pour l'industrie culturelle et créative, met l'accent sur le jeu vidéo, secteur émergent au Maroc, avec le soutien français pour la structuration de cette filière.

En parallèle, les deux pays se sont engagés à renforcer leur collaboration dans des domaines de sécurité, en particulier pour lutter contre les feux d'espaces naturels et pour améliorer les dispositifs de protection civile. Ce partenariat inclut également un soutien commun à la stratégie nationale de l'eau au Maroc, visant à renforcer la gestion intégrée des ressources en eau dans un contexte de changements climatiques préoccupants.

Ce « partenariat d'exception renforcé » témoigne d'une relation dynamique et mutuellement avantageuse, touchant des secteurs vitaux comme les infrastructures, l'énergie, la culture, et la sécurité. À travers ces engagements, le Maroc et la France projettent leur relation vers l'avenir, en réponse aux défis globaux et régionaux, avec l'ambition partagée de construire un modèle de coopération exemplaire au niveau international.



22 accords stratégiques signés : Un pacte pour l'avenir signé sous le ciel de Rabat !

Le 28 octobre 2024, à Rabat, s'est tenue une cérémonie marquante où SM le Roi Mohammed VI et le président français Emmanuel Macron ont signé 22 accords stratégiques, renforçant ainsi les liens entre la France et le Maroc. Cet événement s'inscrit dans le cadre de la visite d'État de Macron, qui témoigne de l'engagement des deux pays à collaborer sur des enjeux cruciaux pour leur avenir commun.

Parmi les accords signés, on trouve un partenariat entre l'Office National des Chemins de Fer (ONCF) et Alstom, visant à fournir des rames à grande vitesse, soulignant l'importance de moderniser le réseau ferroviaire marocain.

De plus, un accord avec TotalEnergies a été établi pour promouvoir l'hydrogène vert, une initiative qui pourrait jouer un rôle clé dans la transition énergétique du pays. D'autres accords touchent à des domaines variés, tels que la protection civile, l'éducation, et même la culture, illustrant la diversité des intérêts partagés entre les deux nations.

Cette série d'accords ne se limite pas à des engagements symboliques. Ils représentent des opportunités concrètes pour le développement économique et social du Maroc, tout en consolidant la position de la France comme partenaire privilégié dans la région.

En outre, ces accords pourraient également stimuler l'innovation et la recherche, en favorisant la création d'un écosystème dynamique, notamment dans le secteur des technologies et de la culture.

INVESTISSEMENTS CROISÉS : LE MAROC ET LA FRANCE RENFORCENT LEURS LIENS ÉCONOMIQUES

Avec des échanges commerciaux atteignant 14,1 milliards d'euros en 2023, le Maroc et la France confirment la vitalité de leur partenariat économique. Les investissements croisés entre les deux pays témoignent d'une relation stratégique qui s'étend à de nombreux secteurs, renforçant la position du Maroc comme pôle attractif pour les entreprises françaises et celle de la France comme premier partenaire commercial du royaume.

Les relations commerciales entre le Maroc et la France se sont intensifiées en 2023, avec un volume d'échanges atteignant 14,1 milliards d'euros, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année précédente. Cette dynamique témoigne de la solidité du partenariat économique franco-marocain, qui reste l'un des plus importants pour le royaume. La France, en tant que principal partenaire commercial du Maroc, occupe une place stratégique dans plusieurs secteurs de l'économie marocaine, et les investissements croisés entre les deux nations montrent une volonté commune de renforcer les liens économiques et de répondre aux défis de croissance et de développement.

Les liens économiques entre le Maroc et la France sont profondément enracinés dans l'histoire. Depuis des décennies, la France reste l'un des principaux investisseurs au Maroc, avec une forte présence dans des secteurs clés tels que l'automobile, l'agroalimentaire, l'énergie, et les infrastructures. De nombreuses entreprises françaises, telles que Renault, PSA Peugeot-Citroën, et Vinci, ont investi massivement dans le pays, contribuant ainsi à l'essor industriel marocain et à la création de milliers d'emplois locaux.

Cette coopération économique s'est également traduite par des partenariats stratégiques, où la France a contribué au développement de nouvelles technologies, notamment dans les secteurs de l'automobile et des énergies renouvelables. En retour, le Maroc s'est imposé comme un partenaire fiable pour les entreprises françaises, offrant des conditions d'investissement favorables, une stabilité politique, et un accès stratégique au marché africain.

La dynamique des investissements entre la France et le Maroc est marquée par des projets d'investissement croisés qui illustrent la confiance mutuelle et la complémentarité économique des deux pays. D'un côté, les entreprises marocaines s'implantent de plus en plus en France, notamment dans le secteur bancaire, où Attijariwafa Bank et BMCE Bank of Africa ont élargi leurs réseaux en France pour mieux servir la diaspora marocaine et investir dans le secteur financier français.

Le secteur des énergies renouvelables et de la technologie voit également émerger des investissements marocains en France. Des entreprises marocaines comme Nareva, spécialisée dans les énergies renouvelables, collaborent avec des partenaires français pour développer des projets d'énergie propre et de transition énergétique. En parallèle, la France continue d'élargir ses investissements au Maroc, particulièrement dans le secteur de l'agroalimentaire et des technologies de l'information, renforçant l'engagement bilatéral vers des industries durables et innovantes.

Un des aspects les plus prometteurs de cette relation réside dans la transition énergétique. Le Maroc, avec son potentiel solaire et éolien, a fait des énergies renouvelables une priorité nationale, et la France soutient activement cette ambition à travers des investissements et des transferts de technologies. Les deux pays collaborent pour atteindre des objectifs de développement durable, notamment via des projets solaires de grande envergure, tels que la centrale Noor à Ouarzazate, l'un des plus grands complexes solaires au monde, où des entreprises françaises jouent un rôle de premier plan.

En outre, les deux nations coopèrent dans le domaine de l'efficacité énergétique, avec des programmes conjoints de recherche et développement pour améliorer la performance énergétique des bâtiments et des infrastructures.

Cette transition énergétique commune est non seulement cruciale pour répondre aux défis climatiques, mais elle renforce également les synergies économiques entre les deux pays, ouvrant la voie à des investissements supplémentaires dans des secteurs stratégiques.

L'augmentation de 5 % des échanges commerciaux en 2023 reflète la résilience des économies marocaine et française face aux défis économiques globaux. Cette progression est le fruit d'une relation économique diversifiée, qui s'appuie sur des bases solides et sur une vision commune de la coopération.

Alors que le Maroc s'ouvre davantage au commerce international et cherche à diversifier ses partenaires économiques, la France continue de jouer un rôle central en tant que pont vers les marchés européens et africains pour les entreprises marocaines.



Investissements croisés : le maroc et la france renforcent leurs liens économiques

Les perspectives de croissance pour ce partenariat sont prometteuses, avec des projets d'investissement croisés en hausse et des initiatives communes pour renforcer les chaînes de valeur dans des secteurs clés.

L'amélioration des infrastructures logistiques et la simplification des procédures douanières sont également au programme pour faciliter les échanges entre les deux pays et pour renforcer l'attractivité du Maroc en tant que hub commercial pour les entreprises françaises.

La relation économique entre le Maroc et la France est marquée par une confiance mutuelle et une complémentarité qui en fait l'une des alliances les plus stables et les plus dynamiques de la région.

Les investissements croisés et la croissance des échanges commerciaux témoignent de la volonté des deux pays de construire un partenariat solide et durable, capable de relever les défis de l'économie mondiale et de favoriser le développement de secteurs stratégiques.

Avec des initiatives qui englobent à la fois la transition énergétique, l'innovation technologique, et le soutien aux PME, la coopération franco-marocaine apparaît comme un modèle de partenariat bilatéral moderne, basé sur des intérêts partagés et une vision commune de la croissance durable.

Alors que le Maroc continue d'évoluer comme un acteur économique de premier plan en Afrique, le soutien de la France reste essentiel pour transformer cette dynamique en une véritable force pour le développement régional et global.



FM6I : Lancement d'un Accélérateur d'Investissement pour 30 milliards de DH

Le Fonds Souverain marocain et les institutions financières publiques françaises lancent : « L'Accélérateur d'Investissement Maroc-France ».

A l'occasion de la visite d'Etat du Président de la République française au Maroc, suite à l'invitation adressée par Sa Majesté le Roi, le Fonds Mohammed VI pour l'investissement et les principaux acteurs publics de l'investissement français signent un accord portant sur la mise en place d'un « Accélérateur d'Investissement Maroc-France ».

La signature de cet accord s'est tenue devant Sa Majesté le Roi Mohammed VI et le Président de la République Son Excellence Monsieur Emmanuel Macron lors d'une cérémonie officielle au Palais des Hôtes Royaux à Rabat.

Il a été signé par le Directeur Général du Fonds Mohammed VI pour l'investissement (FM6i), M. Mohamed Benchaâboun, le Directeur Général de l'Agence française de développement (AFD), M. Rémy Rioux représentant également Proparco et Expertise France, la Directrice Générale de STOA, Mme Marie-Laure Mazaud, et la Directrice des Affaires Internationales et Européennes Bpifrance, Mme Isabelle Bébéar.

Cet accord est inédit à la fois pour le Maroc et la France. Il s'agit du premier accord bilatéral entre une institution marocaine et les principaux acteurs publics de l'investissement en France (Agence française de développement, Proparco, Expertise France, STOA et Bpifrance).

Alors que les relations entre le Maroc et la France se trouvent à un moment de renouvellement et de développement, fondé sur les intérêts mutuels et caractérisé par de fortes dynamiques d'investissements croisés créateurs d'emploi et de valeur ajoutée, cet accord tire profit des acquis d'un partenariat historique appelé à s'adapter aux différentes évolutions que connaissent les deux pays ainsi que du nouveau statut des relations entre le Maroc et la France.

La France étant le premier investisseur étranger au Maroc et le Maroc étant le premier investisseur africain en France « L'Accélérateur d'Investissement Maroc-France » aspire à devenir un moteur supplémentaire de ce partenariat en se projetant vers des thématiques d'avenir et s'ouvrant à de nouveaux acteurs, en particulier les PME, les entrepreneurs et les startups, qui constituent, aujourd'hui, le cœur des tissus économiques productifs et seront, demain, le relais de la relation bilatérale.

Reposant sur un partenariat d'égal à égal, dans un esprit gagnant-gagnant, « L'Accélérateur d'Investissement Maroc-France » prévoit la création d'une « joint-venture » réunissant le FM6i et STOA afin de stimuler les investissements en matière d'infrastructures durables avec un montant total d'investissements visés de 28 milliards de dirhams en faveur de projets structurants couvrant l'intégralité du Royaume.

Cet Accord a également pour ambition de renforcer l'industrie du capital-investissement au Maroc à travers une montée en compétences des gestionnaires de fonds en partenariat avec Bpifrance, ainsi que la participation de Proparco, jusqu'à 1 milliard de dirhams dans les fonds thématiques et sectoriels ou en co-investissement avec ces derniers qui contribueront à l'effort du FM6i à catalyser l'investissement privé au Maroc.

Dans une même approche, cet Accord prévoit d'accompagner le développement des PME vers le capital-investissement à travers la construction d'un programme ambitieux de sensibilisation et d'accompagnement aux opportunités de financement et d'ouverture de capital, en partenariat avec le FM6i, Expertise France et Bpifrance. Plus de 1 500 entreprises marocaines pourront bénéficier de ce programme.

« L'Accélérateur d'Investissement Maroc-France » entend également soutenir l'écosystème des startups via le déploiement opérationnel de fonds spécialisés et offrira des solutions d'accompagnement et de financement adaptées à leur développement.

Il prévoit, en outre, que les institutions financières françaises s'appuient sur le soutien financier, les connaissances et l'expertise du FM6i, dans leurs investissements au Maroc, en France et en Afrique.



Attijariwafa bank et Bpifrance renforcent leur partenariat

Dans le cadre du forum d'affaires piloté par le mouvement des entreprises de France (Medef) et la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM), bpifrance et attijariwafa bank renforcent leur coopération, initiée il y a plus de 10 ans et visant à favoriser les échanges et les partenariats entre entreprises françaises et marocaines, dans des filières stratégiques.

Un protocole d'accord a été signé par M. Youssef Rouissi, Directeur Général Délégué en charge du Pôle Corporate & Investment Banking au sein d'Attijariwafa bank et Isabelle Bébéar, Directrice des Affaires Internationales et Européennes de Bpifrance cet après-midi, en amont de la clôture du forum par le Président de la République Française, Emmanuel Macron.

Parmi les principaux axes de collaboration, Bpifrance et Attijariwafa bank ont prévu de :

Poursuivre et approfondir leur collaboration, initiée en 2015, dans le cadre de la plateforme EuroQuity, un service en ligne dont l'objectif est de favoriser la rencontre entre investisseurs et entreprises à la recherche de fonds propres. Les deux partenaires poursuivront le développement de ce dispositif au Maroc et progressivement dans d'autres zones géographiques d'intervention d'Attijariwafa bank. Cette plateforme favorisera l'accompagnement et la croissance de plus de 1700 PME et ETI (entreprises de taille intermédiaire) marocaines du portefeuille d'Attijariwafa bank, notamment par des connexions avec des investisseurs, partenaires, clients et autres acteurs économiques.

Renforcer la collaboration pour co-financer et garantir des projets portés par des entreprises marocaines et françaises dans des filières stratégiques entre les deux rives, notamment dans l'industrie, l'énergie, etc.

Codévelopper des dispositifs au bénéfice de l'émergence de PME et ETI (entreprises de taille intermédiaire) industrielles marocaines et françaises, incluant un accompagnement à la transition énergétique des entreprises marocaines et françaises.

Favoriser les relations économiques, les échanges technologiques et les collaborations et/ou les coréalizations entre entreprises françaises et entreprises des zones géographiques d'intervention d'Attijariwafa bank, via des événements qu'elles organisent (BIG, Inspire & Connect, événements d'Attijariwafa bank...) ou des événements externes.

Veolia s'engage pour une station de dessalement d'eau à Rabat

Veolia et le Royaume du Maroc ont signé un protocole d'accord officialisant un partenariat stratégique pour la réalisation d'un vaste projet de dessalement de l'eau de mer à proximité de Rabat, visant à faire de cette installation le plus grand complexe de dessalement en Afrique et le deuxième plus important au monde.

À noter que le Maroc a déjà commencé les travaux de construction de la station de dessalement d'eau de mer de Casablanca, la plus grande usine du genre en Afrique.

Ce partenariat a été scellé lors de la visite officielle du président français Emmanuel Macron au Maroc, prévue du 28 au 30 octobre 2024, et fait partie d'une série d'accords bilatéraux stratégiques renforçant les liens entre les deux pays.

Conçu dans le cadre d'un partenariat public-privé, il inclura la construction, le financement et l'exploitation de l'usine par Veolia pour une durée de 35 ans.

Avec une capacité de traitement de 822 000 m³ d'eau potable par jour, cette infrastructure produira chaque année environ 300 millions de m³, ce qui contribuera à approvisionner en eau les régions de Rabat-Salé-Kénitra et Fès-Meknès.

Ces zones, confrontées à des besoins croissants, bénéficieront ainsi d'un approvisionnement fiable en eau pour subvenir aux besoins de près de 9,3 millions de personnes.



Ce projet s'inscrit dans la vision marocaine de diversification des ressources en eau et de réduction de la dépendance aux précipitations. Construit pour fonctionner principalement à partir d'énergie décarbonée et renouvelable, ce système vise à réduire son empreinte écologique, garantissant ainsi une approche durable qui répond aux exigences environnementales et aux défis liés à la raréfaction de l'eau douce.

Le projet de dessalement de Veolia sera implanté à proximité de Rabat, sur la côte atlantique marocaine.

Veolia, en tant que leader mondial des solutions de gestion de l'eau, mobilisera son expertise dans le dessalement pour construire une usine exemplaire en termes de rendement, d'innovation et de respect de l'environnement. Selon le communiqué de l'entreprise, ce projet vise à devenir une référence mondiale en matière de technologies de dessalement, répondant aux exigences croissantes en matière de sécurité hydrique et de développement durable. Ce projet vise ainsi non seulement à renforcer la sécurité en eau du Maroc, mais aussi à s'inscrire dans un modèle de développement qui respecte les exigences environnementales et climatiques actuelles.

Cette visite d'État, ponctuée par des accords économiques et industriels comme ce projet de dessalement, met en lumière la volonté des deux pays de renforcer leur coopération, avec des objectifs partagés en matière de développement durable, d'innovation industrielle et de sécurité des ressources.

Chbika : Quand le Maroc ouvre la voie de l'hydrogène vert aux géants internationaux

TotalEnergies s'engage pour l'hydrogène vert au Maroc avec le projet Chbika

L'alliance verte de Chbika : Maroc, France, Danemark et une ambition énergétique sans frontières

L'initiative ambitieuse de développement de l'hydrogène vert au Maroc prend un nouvel élan avec la signature d'un Contrat Préliminaire de Réservation du Foncier pour le projet « Chbika ». Sous la présidence de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et de S.E. Emmanuel Macron, Président de la République française, cet accord marque une collaboration stratégique entre le gouvernement marocain et TE H2, associé à deux partenaires danois de poids : Copenhagen Infrastructure Partners (CIP) et AP Moller Capital.

Ce partenariat est le fruit d'une convergence d'intérêts autour de la transition énergétique et du rôle croissant du Maroc dans la production d'énergies renouvelables. CIP, via son Fonds de transition énergétique, et AP Moller Capital, par l'intermédiaire de son Fonds d'infrastructures des marchés émergents, s'engage ainsi aux côtés de TE H2 pour entamer les études préliminaires dites « pré-FEED » (Front End Engineering Design) sur le site de Chbika. Ces études initiales sont cruciales pour évaluer la faisabilité technique, environnementale et économique de ce projet, avant de passer aux étapes d'ingénierie plus avancées.



Le projet « Chbika » s'inscrit dans la volonté marocaine de devenir un leader en matière d'énergies propres, et plus spécifiquement de l'hydrogène vert, un élément central de la transition énergétique mondiale. L'hydrogène vert, produit par électrolyse de l'eau alimentée par des sources d'énergie renouvelables, permet de générer un combustible sans émission de CO2, positionnant le Maroc comme un acteur clé dans la décarbonation de l'industrie mondiale. Cette initiative contribue également à l'ambition du pays de s'aligner sur les objectifs de réduction d'émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Le site de Chbika, avec ses vastes espaces disponibles et ses conditions naturelles favorables aux énergies solaires et éoliennes, représente un atout stratégique pour ce type de projet. L'engagement de partenaires internationaux comme CIP et AP Moller Capital renforce la crédibilité et la portée internationale de cette initiative, tout en injectant des fonds et une expertise précieuse dans le secteur des infrastructures énergétiques du Maroc.

En effet, la collaboration entre acteurs marocains et internationaux illustre la capacité du Maroc à attirer des investissements majeurs dans les technologies propres, renforçant ainsi sa place sur la scène mondiale de l'énergie renouvelable. Ce partenariat devrait contribuer non seulement à créer des emplois, mais également à soutenir la recherche et l'innovation dans le domaine des énergies vertes, en faisant du Maroc un exemple de transition énergétique durable pour d'autres marchés émergents.

Ainsi, le projet d'hydrogène vert « Chbika » ne représente pas seulement un jalon dans l'histoire énergétique marocaine, mais également un modèle de coopération internationale pour un avenir énergétique propre et durable.



NAZIHA BELKEZIZ A ÉTÉ NOMMÉE PRÉSIDENTE DIRECTRICE GÉNÉRALE DU GROUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE (BCP), SUCCÉDANT À MOHAMED KARIM MOUNIR, « QUI A FAIT VALOIR SES DROITS À LA RETRAITE ».

CGEM et le MDEF pour un «Made with Morocco»

L'initiative «Made with Morocco», présentée récemment lors d'une rencontre stratégique entre opérateurs économiques marocains et français, incarne un tournant prometteur pour la coopération industrielle entre les deux pays.

Cette initiative est le fruit de discussions entre la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM) représentée par Chakib Alj et le Mouvement des Entreprises de France (Medef) sous la direction de Patrick Martin. Avec comme toile de fond la co-localisation industrielle, le projet vise à créer des synergies inédites entre les secteurs industriels français et marocains, tout en intégrant une dimension écologique forte.

La co-localisation, ici entendue comme une collaboration directe sur le sol marocain, offre un modèle où les entreprises françaises et marocaines partagent infrastructures, savoir-faire, et ressources dans des secteurs stratégiques. «Made with Morocco» signifie que les produits résultant de cette collaboration ne seront plus simplement fabriqués au Maroc, mais co-conçus, alliant les forces de chaque partenaire.

Ce partenariat s'appuie sur des conventions visant à encourager les investissements dans des domaines clés, tout en contribuant au développement durable.

Cela s'inscrit aussi dans la logique d'un «verdissement» des industries, un objectif partagé par les deux nations pour réduire leur empreinte carbone.

La perspective de la Coupe du monde 2030, dont le Maroc sera l'un des co-organisateur, est une opportunité inédite pour approfondir cette coopération. Ce méga-événement exige des infrastructures modernes et des solutions durables, un terrain idéal pour mettre en œuvre des projets co-localisés. En effet, «Made with Morocco» pourrait accélérer la mise en place de sites de production partagés, de nouvelles technologies vertes, et d'innovations industrielles en lien avec l'événement sportif, tout en offrant une vitrine internationale de la réussite de cette collaboration.

Au-delà des gains économiques, l'initiative aspire à créer un modèle qui positionne le Maroc comme un acteur clé des chaînes d'approvisionnement globales. Elle encourage la montée en compétences des travailleurs marocains, favorisant ainsi une transformation socio-économique. La création d'emplois qualifiés, notamment dans les secteurs technologiques et industriels, contribuerait à un développement plus inclusif et durable au Maroc.

Ainsi, «Made with Morocco» ne se contente pas de réinventer les relations économiques entre le Maroc et la France; elle projette un modèle de partenariat qui pourrait inspirer d'autres pays. La co-localisation, en intégrant innovation, durabilité, et coopération, pourrait devenir un levier stratégique pour construire une économie plus résiliente, tout en mettant en lumière la capacité du Maroc à jouer un rôle central dans l'économie mondiale de demain.

«Made with Morocco»



CMA CGM et Marsa Maroc s'associent dans un terminal à conteneurs à Nador West Med

Le Win Win : CMA CGM et Marsa Maroc détiendront respectivement 49% et 51%.

Cette joint-venture équipera et exploitera 50% du terminal à conteneurs Nador West Med, qui comprend 35 hectares de parc à conteneurs et 750 mètres de quai avec un tirant d'eau maximum de 18 mètres.

L'armateur français, déjà actif au Maroc dans les ports à conteneurs Eurogate de Tanger et de Casablanca (via SOMAPORT), renforce sa position d'acteur significatif de la supply chain du pays grâce à ce partenariat stratégique et opérationnel.

Les deux sociétés réaliseront des investissements totalisant 280 millions de dollars dans le cadre d'une sous-concession de 25 ans pour générer une production terminale annuelle de 1,2 million d'EVP.

Le terminal peut accueillir de grands porte-conteneurs d'un tirant d'eau maximal de 18 mètres et comprendra à terme huit grues de transbordement, contre six actuellement, et 24 RTG électriques, contre 15.

Le Port de Nador West Med est positionné dans la zone de Gibraltar, dans la Baie de Betoia sur l'estuaire de l'Oued Kert, et dispose d'actifs complémentaires aux terminaux de CMA CGM dans la zone Méditerranée Occidentale.



DRONES CIVILS : SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE DRONEWAY MAROC ET TEKEVER

Tekever, leader européen du marché des systèmes aériens sans pilote (UAS/Drone), vient de signer un protocole d'accord avec Droneway, premier distributeur de drones civils et tactiques au Maroc et en Afrique du Nord, pour devenir un fournisseur de technologie de drones aux organisations militaires et de sécurité dans la région de l'Afrique du Nord.

Le partenariat, annoncé lors du Salon de Marrakech 2024, permettra à la compagnie européenne de soutenir le développement de l'industrie marocaine des drones en ouvrant un centre de service après-vente et en investissant dans plusieurs activités complémentaires : projets industriels, plateforme de test, formation, assemblage, maintenance et soutien logistique. Ces activités seront déployées au fil du temps en fonction des incitations gouvernementales prévues par la loi 10-20 relative aux matériels et équipements de défense et de sécurité, notamment l'investissement industriel et l'accès à l'espace aérien.



Droneway s'appuiera sur la technologie et l'expertise de Tekever pour fournir aux organisations militaires et de sécurité une assistance immédiate dans la mise en place d'un programme de drones complet qui bénéficiera d'un accès à la gamme complète des systèmes Tekever, notamment les AR3, AR4, AR5, ARX, ainsi qu'ATLAS, l'interface qui présente des informations de renseignement et de données.

Ensemble, ces systèmes de drones bénéficient de technologies et de capacités de pointe qui amélioreront l'industrie des drones au Maroc.

L'accord stratégique marque la dernière étape de l'expansion du spécialiste des systèmes aériens sans pilote sur le marché africain et démontre son succès progressif dans la croissance de son empreinte mondiale, la société conservant également des contrats en Europe, en Amérique du Nord et en Asie du Sud-Est.

Dessalement, TGV du Futur, et IA : Comment le Maroc redéfinit son émergence



Ces multiples projets, totalisant plusieurs milliards d'euros, illustrent une vision stratégique ambitieuse et résolue vers l'émergence. Au-delà de leur dimension économique, ils traduisent un repositionnement géopolitique marquant, ancrant le Maroc comme un pilier de développement et un modèle d'intégration régionale en Afrique.

Le Maroc connaît une véritable transformation économique et stratégique, bouleversant les idées reçues et les attentes en termes de développement régional. Grâce aux récents accords avec les Émirats Arabes Unis et la France, le Royaume se hisse parmi les destinations privilégiées pour les investissements internationaux, multipliant les projets d'envergure aux retombées économiques significatives et à l'impact régional décisif. Cette dynamique de partenariat et d'innovation amorce un repositionnement géopolitique et économique du Maroc, symbolisant une montée en puissance inédite vers l'émergence.

Un gigantesque projet de dessalement d'eau marque le coup d'envoi de cette transformation. La deuxième plus grande station de dessalement au monde, qui ouvrira bientôt, fournira de l'eau potable à près de 9,3 millions de Marocains, renforçant ainsi la résilience hydraulique du pays face aux défis climatiques. Ce projet place le Maroc comme leader dans la gestion des ressources en eau en Afrique du Nord.

En parallèle, le Maroc s'affirme comme acteur clé des télécommunications en Afrique grâce à l'alliance entre Thales et Panafsat pour un système de communication par satellite. Ce réseau, destiné à 26 pays africains, offrira une connectivité internet à très haut débit, répondant ainsi aux enjeux de réduction de la fracture numérique sur le continent.

Le domaine ferroviaire, quant à lui, connaît un essor sans précédent. En partenariat avec Alstom, Fès deviendra un hub mondial du ferroviaire, capable de fabriquer et de maintenir des trains, dont le « TGV du Futur » – le TGV M Avelia Horizon. Le Maroc s'équipera de cette innovation technologique en même temps que la France, un symbole de l'avancée marocaine vers une mobilité moderne et durable.

L'industrie aéronautique n'est pas en reste, avec des investissements massifs de la part de géants comme Safran et Embraer. Safran prévoit un investissement de 130 millions d'euros pour la maintenance de 150 moteurs d'avions par an, tandis qu'Embraer investira 1 milliard de dollars d'ici 2035 pour développer un écosystème aéronautique au Maroc, destiné tant au secteur civil que militaire. Ces initiatives renforcent la position du Maroc comme hub mondial de l'aéronautique, avec le soutien de Boeing qui ouvrira un centre de recherche en collaboration avec l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P).

Dans le domaine énergétique, le Maroc mise sur le renouvelable pour garantir son avenir énergétique et répondre aux exigences climatiques. À Guelmim, un projet colossal de production d'hydrogène vert est prévu, en collaboration avec Total, pour alimenter la production de 200 000 tonnes d'ammoniac vert destiné à l'exportation vers l'Europe. De plus, l'extension du parc éolien de Taza et un fonds de 300 millions d'euros pour accélérer les infrastructures témoignent de l'engagement du Royaume vers une économie plus verte et durable.

Enfin, la recherche et l'innovation prennent une dimension centrale avec la création d'un centre de recherche franco-marocain axé sur l'intelligence artificielle, les Big Data et la cybersécurité, renforçant les capacités du Maroc dans les technologies de pointe et les industries de demain.

Maroc – France « partenariat d'exception renforcé »

La déclaration conjointe entre le Maroc et la France, signée le 28 octobre 2024 lors de la visite d'État du président Emmanuel Macron, marque une étape importante dans la relation bilatérale en la qualifiant de « partenariat d'exception renforcé ». Cette initiative vise à rehausser la coopération entre les deux nations en s'appuyant sur une alliance stratégique, articulée autour de plusieurs piliers fondamentaux.

SM Le Roi Mohammed VI et le président Macron soulignent la profondeur historique de la relation maroco-française, caractérisée par des liens humains, culturels et politiques ancrés dans le temps. Ces liens ont permis de bâtir une amitié solide, renforcée par des coopérations économiques et sociales fructueuses. Le partenariat ambitionne aujourd'hui de s'adapter aux bouleversements régionaux et internationaux en intégrant des secteurs stratégiques tels que la sécurité sanitaire, l'intelligence artificielle, la gestion de l'eau et l'agriculture.

Les deux dirigeants identifient trois axes essentiels pour cette coopération : premièrement, la convergence politique afin de relever ensemble les défis mondiaux ; deuxièmement, un partenariat modernisé, axé sur le développement économique, la cohésion sociale et l'autonomie stratégique ; et troisièmement, le renforcement des liens culturels et humains ancrés dans la francophonie. Ces objectifs reflètent leur volonté de promouvoir une relation globale, dynamique et innovante, répondant aux aspirations des générations actuelles et futures.

Ce partenariat se distingue par sa gouvernance : les chefs d'État superviseront directement son suivi, définissant des priorités et des impulsions régulières. Un comité stratégique paritaire a également été institué, avec pour mission de proposer des améliorations et d'assurer la continuité de la coopération bilatérale. Ce mécanisme de suivi vise à adapter et à approfondir le partenariat en fonction des enjeux contemporains et des avancées dans divers secteurs.

Un partenariat historique et ambitieux / Un cadre stratégique pour une meilleure coordination / Une vision élargie des enjeux régionaux et internationaux



Sur le plan régional, le partenariat d'exception renforcé met l'accent sur la coopération en Afrique, en Méditerranée et au Moyen-Orient, soulignant l'engagement des deux pays pour la stabilité et le développement de ces régions. La France salue les initiatives royales en faveur de l'Afrique, tandis que le Maroc suit de près le renouveau des partenariats de la France avec l'Europe et les pays africains, dans une optique de respect et d'intérêt mutuel.

Sur la scène internationale, le partenariat engage les deux États à contribuer conjointement à la résolution des crises globales, notamment dans la gestion des conflits et la protection des biens publics mondiaux, comme le climat et la biodiversité. Ce volet international témoigne de leur ambition commune de s'impliquer activement dans les grands enjeux contemporains, en particulier en Afrique et dans l'espace euro-méditerranéen.

La déclaration réaffirme le soutien de la France à la position du Maroc sur la question du Sahara Marocain. Le président Macron exprime son appui au plan d'autonomie dans le cadre de la souveraineté marocaine proposé par le Maroc, le considérant comme le cadre de résolution politique de cette question, en conformité avec les résolutions de l'ONU. Cette position renforce la vision marocaine d'un développement durable et profitable pour les populations locales de la région.

Ce partenariat d'exception représente une nouvelle phase dans les relations franco-marocaines. Il répond aux défis actuels et futurs tout en consolidant une alliance stratégique basée sur la confiance, la transparence et le respect mutuel. Le Maroc et la France montrent ainsi leur détermination à œuvrer ensemble pour la stabilité et la prospérité, tant au niveau régional qu'international.



“ **Mya tekhmima ou tekhmima, ouala derba mlemqess, dit une sagesse de chez nous, une sagesse que le président français semble avoir suivie dans ses relations avec le Maroc. Il a longuement hésité avant de se prononcer, enfin, pour le soutien de l'intégrité territoriale du Maroc ; on peut considérer que la position est définitive. C'était la condition des Marocains pour qu'il vienne en leurs terres, la condition est satisfaite, il vient. Mrahba.**

Bienvenue, finalement, M. Macron !

Et pourtant, il a longuement hésité, avant de franchir le pas. Jeune, né après les indépendances, il a eu immédiatement à cœur, sitôt sa prise de fonction, de mettre une distance entre lui et ses prédécesseurs, entre le temps présent, le sien, et celui de cette Histoire qui submerge si souvent le présent, celui des autres. Mais il a commis la grosse erreur de nourrir de grands desseins pour l'Algérie qui, elle, reste engluée dans un passé figé ; il est resté sur sa faim.

Cet homme instruit et cultivé ignore pourtant l'Histoire. Celle-ci n'est pas uniquement formée de dates et de guerres, d'événements et de soubresauts, mais aussi de mémoire et de nations. Et Emmanuel Macron n'a compris ni les unes ni les autres. Jeune et enthousiaste, il a surgi en 2017 avec ses bottes de sept lieues, des chaussettes qui lui ont permis d'avancer vite, de parcourir de grandes distances, sans prendre le temps d'en regarder le détail. Or le diable, cela a été prouvé, se niche dans le détail et Nietzsche nous enseigne que Dieu n'entre pas dans le détail. Jupiter non plus, mais pour lui, c'est une erreur. A force de faire du « rentre-dedans », il a fini par risquer de sortir de l'histoire.

Car, en politique, ne pas entrer dans le détail conduit à des catastrophes... comme créer le désordre dans la classe politique française, plus sourcilleuse qu'elle n'en a l'air, et dans la vénérable diplomatie française, plus soucieuse du détail ; ne pas se préoccuper du détail mène à un brutal rejet par l'Afrique dans son ensemble, à une humiliante expulsion du Sahel en particulier et, pour détailler les choses, à une profonde et durable crise avec le Maroc. Ne pas se soucier de l'Histoire, c'est ignorer ce que fut le Maroc, ce qu'est sa société, ce que pourraient être ses réactions. Résultat : une rupture de la dynamique ayant toujours lié Rabat à Paris.

M. Macron, dans son insondable légèreté, avait cru possible de tenir à distance les uns et de tenir en laisse les autres. Il n'a réussi qu'à être délaissé par les uns et à créer une (grosse) distance avec les autres. Lui qui dit connaître l'histoire ne l'aime pas, et il a paradoxalement misé sur l'Algérie, pour laquelle tout est histoire, que des histoires. Mais en ignorant l'histoire et en la refoulant dans son passé, elle s'est à son habitude brutalement rappelée à son souvenir dans le présent et pour le futur.

Avec le Maroc, n'ayant pu maintenir des relations d'Etat et de chef d'Etat avec le roi du Maroc, il a cru pouvoir le dépasser et s'adresser directement aux Marocains. Funeste erreur, s'ajoutant à sa très peu avisée décisions de restreindre les visas, portée par son ex-ambassadrice à Rabat, une dame à l'allure de résidente générale qui a brillamment réussi à détruire ce qui ne l'était pas encore dans la relation multiséculaire entre les deux pays.

Emmanuel Macron, homme instruit donc, devrait savoir que dans une relation avec un roi, il existe ce qu'on appelait en France et même ailleurs une étiquette : on ne touche pas un monarque avec familiarité, on ne donne pas d'ordres à un roi, plutôt habitué à en donner, on ne manque pas de respect à un roi au téléphone ou ailleurs, on ne s'adresse pas directement aux sujets d'un roi. On ne peut ni l'enjamber ni le traiter par-dessus la jambe.

Un roi du Maroc est un roi du Maroc, Monsieur le Président ; il n'est ni un président cowboy américain, ni un roitelet belge, ni un général algérien ni un tueur israélien. Un roi du Maroc est un héritier chérifien, et il s'en contente mais il peut se montrer mécontent si on s'approche trop de lui. A quoi est donc parvenu le président avec le Maroc ?



Bienvenue, finalement, M. Macron !

A tout perdre, et en premier l'estime, ensuite les marchés et plus globalement toutes sortes d'intérêts. Il aura fallu les louables efforts de son ambassadeur (celui qui a remplacé la résidente générale), les froncements de sourcils de sa droite et même de sa gauche (avec les quelques excités qui confirment la tendance), les grognements de ses grandes entreprises, et les conseils de quelques géopolitologues et gens de raison pour que M. Macron change d'avis et nous sorte une de ses belles phrases dont cet homme (qu'on sait instruit...) possède le secret : « Le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent sous la souveraineté du Maroc ». Aussi beau que la France d'autrefois...

Et finalement, tout est bien qui... reprend bien. Le roi du Maroc, et à sa suite les Marocains, avaient défini un prisme à travers lequel ils envisagent le monde. Ou tu reconnais que le Sahara est marocain, où tu oublies tes intérêts chez nous ; ou tu relis bien l'Histoire et tu lui fais honneur, ou tu malmènes le présent et obère le futur. La logique vaut pour le monde entier, et un jour, Emmanuel Macron a compris qu'elle s'appliquait, aussi, à lui et à son pays. Maintenant qu'il a franchi le pas qui lui était demandé, il est donc, finalement, le bienvenu sur nos terres, sous nos cieux, entre les deux, où il veut.

Et comme la France a pour diverses et différentes raisons une position particulière au Maroc – et comme aussi elle vient de reconnaître le Sahara marocain – son président et sa (très) forte délégation auront droit à tout le faste, l'apparat et le grand protocole que sait déployer le Maroc pour manifester sa satisfaction ou son bonheur. Un faste qui rappellera sans doute en contraste l'extrême froideur et l'immense distance qui étaient celles du royaume, de ses officiels et de sa population voici seulement quelques mois encore et dont pourra témoigner l'ambassadeur de France (et qu'il aura patiemment œuvré à résorber).

La visite est incontestablement historique, sans galvauder le mot plus qu'il ne l'est déjà. Elle est en effet historique car elle intervient à l'issue d'une rupture de fond, d'une remise en question structurelle des relations entre la France et le Maroc. La crise dont sortent les deux pays avait pour cause non l'économie ou l'ego ou même la-très-inquiétante-émigration, mais la conception que se fait chaque peuple de l'autre. Avec cette rupture et les dégâts qu'elle a occasionnés, les Marocains voient la France d'un autre œil et les Français conçoivent le Maroc différemment. La crise n'opposait pas les deux Etats autant qu'elle a secoué les deux sociétés (du moins ceux de ses membres qui se soucient de la France au Maroc et du Maroc en France). Un ébrouement salutaire qui place la relation retrouvée et renouée sur d'autres plans et à un autre niveau : une indépendance accrue et une interdépendance renforcée.

Cela étant, il serait peut-être judicieux de ne pas tout accorder à M. Macron, sachant qu'il viendra avec ses entrepreneurs, ses investisseurs, ses négociateurs, ses ex et ses futurs responsables, ses grognards et quelques ringards... pour rafler la mise (rail, armes, avions, énergie, éducation...). Or, la France n'est pas la seule à reconnaître le Sahara, l'Espagne aussi, même du bout des lèvres. Nos amis espagnols ne doivent pas faire les frais de la « réconciliation » avec la France, cela en découragerait d'autres, comme les Anglais et les Allemands, et même les Espagnols ! Le Maroc n'est pas la Chine, son marché est limité, et il est important qu'il y en ait pour tout le monde et pas que pour la France...

Bienvenue donc, quand même, et finalement, M. Macron !

Aziz Boucetta



Le président Macron a fait aujourd'hui un grand discours au parlement, rassemblé avec ses deux chambres. Beaucoup de références historiques, servies par un verbe haut et des mots bien choisis. Le moment était à l'émotion avec l'énumération des grandes heures de l'amitié franco-marocaine.

Standing Ovation pour le président Macron

L'évocation des diverses péripéties de cette longue amitié avec l'histoire fake de la demande de la main de la princesse de Conti, fille de Louis XIV, par le Sultan Moulay Ismael via l'ambassadeur Ibn Aïcha. Cette histoire, longtemps véhiculée n'est pas vraie et c'est l'ambassadeur marocain Ibn Aïcha, qui avait échoué dans sa mission à la cour de Versailles et ne voulant pas revenir bredouille vers son Sultan, qui aurait occis, rapporta un portrait de ladite princesse à Moulay Ismael, sur suggestion du comte de Pontchartrin, secrétaire d'État à la marine, qui persuada Ibn Aïcha de le faire et qui monta par la suite et pour la postérité, toute la sauce autour de cette fausse histoire. Moulay Ismael, qui avait un grand harem ne s'intéressa point aux charmes et surtout au long nez de ladite princesse, dit à Ibn Aïcha de la prendre pour, lui si elle l'intéressait à ce point.

Ibn Aïcha fut néanmoins lourdement réprimandé par le Sultan, pour n'avoir pas réussi à arracher un accord avec Louis XIV pour la libération des huit mille marocains détenus aux galères royales à Marseille.. Bref, on aurait aimé croire à ce passage du président Macron s'il était vrai, mais l'histoire est faite de tant de mythes qui n'engagent que ceux qui y croient...

Le discours du président n'en fut pas moins émouvant et très bien écrit, même si la majorité des parlementaires n'ont en pas saisi le sens et les tournures de phrases. Cela fait longtemps que la langue française n'est plus pratiquée par nos politiciens, hormis les ministres qui ont fait la mission française.

Toutefois, ce discours eut comme point d'orgue la reconnaissance franche et sans équivoque de la marocanité des provinces du sud par la France et que le président a continué à indiquer dans son discours par le vocable de « Sahara Occidental », lamentablement censuré par la télévision locale, comme si cela était un crime phonique d'appeler les choses par leur nom historique. Oui, le Sahara Occidental est marocain, comme le Sahara oriental l'est autant. Et nous avons hâte, au Maroc, de consulter enfin les archives relatives à nos territoires spoliés, tenus au secret, à Nantes, depuis la fin du protectorat français en 1956.

Nous devons enfin connaître, pour l'histoire, les conditions dans lesquelles de vastes territoires marocains furent annexés à l'Algérie par la France entre 1844 et 1952 comme Tidikelt, Bechar, Telemcen, Ain Baida, le Gourara, le Touât, Reggane, Ain Saleh, Tindouf et Tamenrasset; ou permis à l'Espagne et la France de les occuper notamment le Sahara occidental de cap juby jusqu'en Mauritanie, comprise.

Il est primordial qu'une commission historique mixte voit le jour, afin de jeter toute la lumière sur une histoire coloniale sombre, afin d'informer les générations futures sur l'histoire de leur pays. Nous ne pouvons pas en faire l'économie...

En tous cas, le président français a eu droit à une longue et historique standing ovation de la part des parlementaires et des ministres marocains, à son évocation de la reconnaissance de la marocanité du Sahara. Il ne pouvait pas en être autrement, lui qui avait justement détendu l'atmosphère crispée qui régnait dans l'hémicycle en disant que le seul terrain sur lequel le France et le Maroc était adversaire était celui du football, ce qui provoqua l'hilarité générale et bienvenue dans un moment aussi grave que celui-ci.

Après cela, le président est parti déjeuner au Chellah avec l'élite culturelle du pays, sans que Himself ait été invité, ce qui est un impair inexcusable de la part du protocole diplomatique; mais en tant qu'écrivain universel et mondialement connu, Himself n'en a cure, sans doute que cette faute de goût sera réparée rapidement..!

Bien sûr les médias français ont longuement glosé ce matin sur la présence de Yassine Belatar, en jogging et espadrilles à la cérémonie de salut des délégations, hier, au Palais Royal. De ce côté-ci de la Méditerranée on se fiche pas mal de qui il est, Belatar, ainsi que d'autres invités du président français que nous n'aimons pas ici. Nous les tolérons par correction diplomatique, sans plus.

En définitive, on considère au Maroc que la visite du président français est un franc succès et on attend avec impatience que les nombreuses lettres d'intention et autres mémorandums d'entente, signés hier, entre les deux délégations officielles, deviennent rapidement une réalité sur le terrain, afin de consolider le nouveau partenariat franco-marocain.

Vive l'amitié Maroco-Française !

Rachid Boufous



Le Sahara est marocain, et l'a toujours été, il faut le dire, même à travers une formulation élégante, sans occulter le passé, c'est « clair, rationnel et durable », tout le reste n'est que littérature.

Un discours fleuve pour tourner autour du pot et de la Baraka

Monsieur le Président Emmanuel Macron, il y a comme une erreur de casting à écouter votre discours au Parlement marocain. Ce n'est pas le Maroc qui a demandé un devoir de mémoire, ou le même chiffre magique d'archives que le comptage hypothétique de martyrs.

Vous n'aviez pas besoin de témoigner de la marocanité du zellige, en passant par les poètes d'El Andalous.

Quelqu'un de malveillant vous aurait répondu « J'espérais vraiment que vous étiez mieux que des littérateurs ». Nous connaissons que trop bien notre histoire et nos Rois chérifiens.

Vous auriez pu faire l'impasse sur Gaza, puisque nous ne sommes pas dans les mêmes dispositions à ce sujet.

Bien sûr la critique est aisée, me diriez-vous, et votre art est difficile quand l'Algérie est omniprésente, jusque dans le discours d'un président, à occuper l'espace médiatique quotidien en France, quel qu'en soient les fantaisies ou le prix.

L'art est difficile, quand votre carte du Maroc devenue presque entière, porte encore les stigmates de l'appellation géographique de nos provinces du sud.

L'art est difficile, pour écrire un nouveau livre, ou des nouvelles pages de fictions franco-marocaines, face à la formule soviétique d'un « peuple sahraoui », tel que défini par le journal « L'humanité », pour désigner une des ethnies qui composent notre peuple marocain.

L'art est difficile, face à la confusion dans le même sac, de tous les bougnouls d'Afrique du Nord, avec le même doute sur la réalité opérationnelle de la communication marocaine - comme en Algérie - du journal « Le Monde ».

L'impossible est scientifique, mais pas français, face à ceux qui rêvent encore des fantasmes sur leur Ami le Roi. Bref, face aux journalistes médiatiques libres, indépendants, incapables d'intégrer notre différence, aussi ignorants, et peut-être aussi corruptibles, que les juges en pré-retraite européenne.

Le Maroc n'a pourtant pas demandé grand-chose : ni excuses, ni repentance, ni cicatrisation financière du passé colonial, ni convocations post coloniales. Ni désaveux des frontières héritées du colonialisme, et prétendu droit international applicable aux nouvelles créations géographiques.

« Car ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément » : le Sahara est marocain, et l'a toujours été, il faut le dire, même à travers une formulation élégante, sans occulter le passé, c'est « clair, rationnel et durable », tout le reste n'est que littérature.

C'est juste pour rire de votre embarras, Monsieur le Président, car bravo pour les corridors de l'eau, de l'hydrogène vert, ..., et du gaming. Et merci d'avoir choisi la Baraka, plutôt que la poisse et la folie de ceux que le diable de Général a su mettre en place pour les voir nous écharper.

Par Pr Aziza Benkirane





Le président de la République française aura donc eu son voyage au Maroc, sa visite d'Etat. Il en avait parlé, il l'avait tellement attendu, cet instant (et bien des Marocains avec lui), que ça y est, il est en boîte. Et quel voyage, quelle visite d'Etat ! M. Macron est venu, il a vu, mais a-t-il convaincu ?

Le Président et nous... il est venu, il a vu, mais a-t-il convaincu ?

Le Président a eu droit à un accueil d'Etat exactement à la mesure de ce que les Marocains voulaient faire de sa visite d'Etat. Et il faut bien avouer que de mémoire de Marocain, cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu cela. En outre, cet accueil effectué dans toutes les règles de l'art de recevoir quand on est une grande et très vieille monarchie a été rehaussé par la présence du Roi au pied de la passerelle de l'avion présidentiel, visiblement fatigué, s'appuyant sur une canne (les médias ont parlé d'une crise sciatique), mais soucieux de remplir son devoir jusqu'au bout.

Malgré cela, le souverain ne s'est ménagé aucun effort, qui aurait très largement été accepté pour raisons de santé. Mais non, à l'inverse, la longue marche sur le tapis rouge et l'interminable procession des « bonjour ! » mutuels, chaque chef d'Etat saluant ceux qui accompagnent l'autre. Et alors même que, plus tard, l'imposant cortège se dirigeait à faible allure, dignement, vers le palais, voilà que le Roi le fait soudain stopper, puis invite son invité à quitter la voiture pour lui offrir un de ces bains de foule spontanés et très chaleureux qui font toujours plaisir. Et de plaisir, le président Macron en a copieusement eu ce moment-là ; on le voyait rire, serrer des mains, envoyer des bisous, revenir vers la foule, on le voyait heureux. Et nous étions heureux pour lui.

Puis, le cortège étant entré dans l'enceinte du palais, c'est la Garde royale qui prend le relais, avec fanions et hallebardes, et tout l'apparat qui suit ravit le Président. Visiblement. Et la suite est à l'avenant... l'accueil d'Etat déroulait son cérémonial, encore et encore, chargé d'histoire du pays et souligné par la considération témoignée à l'invité de Sa Majesté. Sa Majesté, entouré de sa famille, bienveillant, prévenant, royal.

Le lendemain, rencontre du président avec les hauts dignitaires, puis discours devant les deux Chambres du parlement réunies pour l'occasion. Affirmer dans cette enceinte que « le 7 octobre 2023 a constitué une attaque d'une barbarie particulièrement atroce, perpétrée par le Hamas contre Israël et son peuple. Israël a le droit de défendre son peuple contre une telle menace », et ne susciter aucune réaction de l'assistance était la marque de la considération pour l'hôte et de la tradition de l'hospitalité. Mais, à l'inverse, quand le président a réitéré les mots qu'il avait employés le 30 juillet dans sa lettre au roi : « Pour la France, le présent et l'avenir de ce territoire s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine », c'était la standing ovation. Ceci 'excuse' cela, et les Marocains ont bien compris que M. Macron faisait, aussi, de la politique intérieure et internationale... Au Maroc, devant les députés de la nation, et à travers eux l'ensemble des Marocains, il a reconnu la marocanité du Sahara. Cela justifie son petit 'pas de côté' sur le Hamas et Israël...

Puis l'inauguration du grand théâtre de Rabat en présence de Mme Brigitte Macron, et ensuite le dîner d'Etat. Du faste, du grand apparat, l'histoire qui s'invite et se rappelle au souvenir des présents. Rien à dire, la France et le Maroc se sont réconciliés, avec éclat, somptueusement. A la mesure de ce qui avait commencé par une incompréhension, pour glisser en brouille, jusqu'à devenir une crise, qui s'est approfondie, encore et encore.

Est-elle dissipée, aujourd'hui, cette crise qui a créé une véritable rupture entre l'avant et l'après ? Le Maroc a déployé ce qu'il devait et conclu ce qu'il pouvait et la France a prononcé les mots attendus et plus encore. Mais une grande dispute, aussi profonde que celle qui a éloigné ces deux pays plusieurs années durant, ne saurait connaître une issue heureuse et durable si elle ne s'en donne pas le temps. Le temps, le cours des choses, la pratique quotidienne et les comportements qui vont avec monteront le sens de cette réconciliation.

Autrement dit, après les paroles, les actes. Et avant les actes, l'état d'esprit. En France, on persiste à réduire une grande partie des commentaires sur cette visite à cette angoissante question : « Le président et sa suite réussiront-ils à fourguer au Maroc les OQTF ? », puis, l'angoisse montant crescendo : « ont-ils réussi ? ». Le Maroc, c'est un tout, avec ses X et ses OQTF, dans un QHS, au PSG ou à la BNP, et ses plus qu'un million et demi de ressortissants (binationaux ou non) travaillent en France et contribuent à la grandeur, autant que les mille entreprises françaises installées au Maroc participent à la richesse du royaume.



Le Président et nous... il est venu, il a vu, mais a-t-il convaincu ?

Par Aziz Boucetta

Mais il y a la manière, disait Jacques Brel... et le mindset, ajouterions-nous. Et c'est de cela que M. Macron, dans son voyage marocain, était supposé avoir convaincu. A-t-il convaincu ? Et cette question est, oui, importante, au regard des relations que nous entretenons avec son pays. A-t-il convaincu ? ... c'est encore une fois l'avenir qui apportera sa réponse car, dans l'intervalle de ces dix dernières années, les Marocains se sont détournés de la France, de sa langue, de sa culture, de son tourisme, de ses études, de bien des choses. Dans l'intervalle de ces années, d'autres opportunités se sont présentées et ouvertes pour ces mêmes Marocains, l'Amérique du Nord, l'Asie extrême ou moyen orientale ou, tout simplement, le Maroc.

Bien que l'image du Maroc en France ait singulièrement évolué, et malgré les grandes envolées et les petites attentions, le royaume est semble-t-il toujours réduit dans l'esprit de la majorité des Français à la migration et la sécurité, et le visa est là pour lui tordre le bras au besoin. Tant que cela ne changera pas, rien ne changera.

Le président français est donc venu, il a vu, il a été aussi vu... nous attendrons pour savoir s'il a convaincu. Les sources de différend ont, elles, bel et bien été vaincues ; il reste, encore une fois, l'épreuve du temps et les preuves dans le comportement. C'est pour cela que, outre les accords et partenariats signés, il y eut nombre de déclarations d'intention, qui attendront donc pour dépasser le stade de l' 'intention' et aller résolument vers la concrétisation, l'exécution... C'est pour cela aussi que les Marocains, malgré les promesses et les trémolos, attendront de voir si leur mobilité est vraiment, véritablement, favorisée... car, sitôt de retour en France, la politique intérieure, faite d'OQTF et d'angoisses nombreuses et diverses, reprendra ses droits, et les engagements et autres louables intentions seront escamotés.

M. Macron est donc venu et, comme cela a été promis, son accueil royal, institutionnel, économique et populaire a été au niveau requis. Mais, pour autant, le président français est un adepte de la realpolitik et s'il a fait le geste qui lui était demandé, c'est par réalisme politique, au nom de la raison d'Etat. Il nous faut donc rester lucides, ne pas sombrer dans l'émotivité affective soulignée par le nombre de selfies récoltés ici et là... et attendre la confirmation de cette réconciliation. L'Etat marocain semble avoir compris la chose, les Marocains le devraient aussi.

Cette réconciliation devra déboucher sur une relation d'une autre nature, ou ne sera pas.





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME